août 1933, le commerce de gros s'élève de 52 p.c. par rapport à août 1932, par contre, les ventes des grands magasins de New-York, par exemple, s'accroissent de 8.5 p.c. seulement. En juin et juillet, la production est supérieure de 40 p.c. à

Les petits commerçants sont surchargés de marchandises, mais les fabricants et les gros commerçants accroissent leurs profits en élevant leurs prix avant l'augmentation des prix de revient.

De mai à juillet, les prix de gros haussent de 14 p.c. et les prix de détail de

7. p. c. seulement.

Ce décalage ne peut signifier qu'une chose : que la rupture entre l'offre et la demande ne s'est pas faite vers cette dernière, que les ventes au détail ne s'accroissent pas suffisamment que pour permettre aux petits commerçants d'adapter leurs prix, et à la dépréciation monétaire, et aux prix imposés par le gros commerce.

D'autre part, la hausse des prix, qui reste nominale et spéculative, ne compense nullement la dépréciation du dollar. Les prix en or baissent, d'où cette prime à l'exportation qui n'est autre que ceci : que sous un régime de dépréciation monétaire, les marchandises exportées s'échangent contre moins d'or que précédemment : cette fameuse prime au change n'est, somme toute, qu'une perteau change.

De février à juin, l'indice des prix or a baissé de 80.1 à 77.1, alors que les prix en dollars papier ont monté de 80.4 à 94.4.

La vaste campagne de Roosevelt pour la hausse des prix qui doit entraîner l'augmentation du pouvoir d'achat des masses n'est qu'un leurre; un mouvement nominal des prix ne peut entraîner qu'une modification momentanée dans la répartition du pouvoir d'achat entre les classes sociales et non un accroissement de ce pouvoir d'achat.

Nous avons maintenant à déterminer les caractéristiques du développement de la production:

L'industrie de base, la sidérurgie progresse comme suit : en février 1933, elle travaille à 14 p.c. de sa capacité; en juin, elle travaille à 46 p.c. et en juillet, à

Pour les sept premiers mois de 1933, la production correspond à 31 p.c. de la capacité, contre 22 p.c. pour les sept premiers mois de 1932...

La consommation de l'acier se répartissait en 1932, principalement entre le Bâtiment (21 p. c.), l'Industrie de l'Automobile (17 p. c.), les Chemins de fer (12 p.c.), la Construction des chaudières (11 1/2 p.c.), le Pétrole (8 1/2 p.c.).

Or, actuellement, nous constatons que l'industrie du bâtiment travaille à 15 p.c. de la moyenne de 1920-1930. Les dépenses pour la construction en juillet 1933 sont inférieures de 33 p.c. à celles de juillet 1932.

Les commandes d'acier de construction pour le deuxième trimestre de 1933 sont inférieures de 15 p.c. à celles du premier trimestre 1933 et les consommations du premier trimestre 1933 sont en diminution de 8 p.c. sur celles du premier trimestre 1932.

L'industrie automobile a été le pivot de l'augmentation de la demande d'acier. A fin juin 1933, sa production s'élève à 58 p.c. de la moyenne de 1927 à 1930 contre 10 p.c. en mars dernier

On évalue cette production pour 1933 par une augmentation de 25 p.c. sur 1932, mais elle atteindra seulement un tiers de la production de 1929.

Les chemins de fer, qui consomment des aciers lourds, font peu d'achats, l'équipement étant suffisant.

L'industrie de la Construction des Chaudières a vu sa production se développer par les commandes de l'Industrie de la Bière.

Dans l'agriculture ne s'effectue aucun achat et la fabrication de l'outillage agricole des tracteurs est à peu pr\s arrêtée. De même, pour la construction des machines.

Par contre, les armements navals font de grosses commandes d'acier.

Cependant, à la phase ascendante de la production d'acier allant jusqu'à juillet, succède une phase décroissante qui ramène l'utilisation de la capacité à 31.8 p.c. à fin octobre et, actuellement, à 23 p.c., ce qui laisse prévoir une accumulation de stocks équivalant à 50 p.c. de la production de 1933. La destination de la production d'acier permet d'affirmer qu'il ne s'effectue pas de renouvellement du capital fixe et que le marché ne peut se développer dans cette direction.

Parmi les Industries de consommation, le Textile augmente sensiblement sa production, mais dans un sens nettement spéculatif; cela s'explique par le désir du Capital de réaliser un surprofit que la hausse des prix permet d'escompter, mais aussi par celui de produire avant l'aggravation du prix de revient, qui doit résulter de l'application des codes et du paiement de l'impôt sur le travail du coton.

On voit ainsi les filatures travailler, en juin dernier, à 129 p.c. de leur capacité normale de production et, en juillet, à 117 1/2 p. c.

Par contre, les ventes au détail dans le commerce du Vêtement, sont infé-

rieures de 2 p. c. à celles de 1932.

Nous avons vu que l'application des codes entraînait un affaiblissement de la petite et moyene industrie. L'accroissement des frais de production ralentit, en effet, le développement de la reprise qui s'effectuait sur la base des perspectives inflationnistes.

Les ventes dans le commerce de gros et de détail reculent, d'où la campagne

de la N. R. A. : « Achetez tout de suite »!

Les petits producteurs voient leur situation financière s'aggraver, leurs besoins de liquidités augmenter. Cela explique leur pression pour que la politique de l'expansion des crédits s'accentue. Roosevelt fait des tentatives pour accroître les moyens de crédit, mais cette forme d'inflation requiert le concours des banques ; or, les banques, instruites par les expériences de 1929 et de mars 1933, qui ont failli amener leur écroulement, font la sourde oreille en dépit des objurgations des agents de Roosevelt de « se montrer chic ». Le gouvernement dit aux banquiers : « Faites du crédit, et l'économie s'améliorant, vos débiteurs seront sains ».

Les banques répondent: « Nous ne pouvons faire du crédit qu'à des débiteurs actuellement sains ». L'instabilité monétaire ne les incite non plus à transformer leurs disponibilités en valeurs fixes; elles préfèrent que ce soient les organismesgouvernementaux qui se chargent de ces peu a léchantes opérations. Cette politique d'abstention peut aussi constituer un appui aux monopoles pour accentuer la concentration industrielle: l'ensemble des dépôts qui égale dix fois le total de la monnaie en circulation, permet de mesurer l'influence considérable que les banques peuvent exercer sur la circulation et les échanges. Le refus du concours bancaire entraîne pour l'Etat la nécessité de créer ses propres organismes del financement des crédits (c'est tout ce que demandent au fond les banques) chargés d'effectuer des avances jusqu'à concurrence de 1 milliard de dol ars sur les actifs bloqués, de libérer les dépôts des banques fermées, de garantir les autres, de faire acheter par les Reserve Banks (d'Emission) des fonds publics.

Il s'ensuit une augmentation considérable des charges de l'Etat, la diminution des disponibilités du Federal System. Le crédit de l'Etat est menacé par les banques qui convertissent de gros paquets d'obligations à long terme du Gouvernements en Bons du Trésor et en certificats à échéance rapprochée, entraînant une baisse des Fonds Publics. De plus, deux milliards de dollars fuient à l'étranger.

Ajoutons que les dépenses pour les tentatives de redressement économique atteignent déjà plus de 15 milliards de dollars en crédits, avances, primes de toutes espèces.

Signalons ici que les dépenses engagées par le gouvernement fédéral en fonction tion du programme des Travaux Publics (programme qui, en ce moment, paraît occuper une grande place dans les préoccupations de Roosevelt, ne peuvent jouer qu'un rôle minime dans l'ensemble de l'économie américaine, si l'on se rappelle que le revenu national atteint 40 milliards de dollars en 1932. Mais le volume de